

TÉLÉPHONIE MOBILE VENT DE FRONDE EN SUISSE CONTRE LA 5G

Les ondes de la 5G inquiètent les citoyens suisses à cause de leurs risques pour la santé. Une manifestation est prévue à Berne le 21 septembre.



L'arrivée en Suisse de la 5G suscite l'ire de ceux qui redoutent les effets de ses rayonnements électromagnétiques sur la santé, poussant des cantons à geler la construction d'antennes alors qu'une manifestation nationale se prépare.

Après la Corée du Sud, la Suisse est l'un des premiers pays au monde à s'être lancé dans la 5G, cette infrastructure mobile au cœur d'un affrontement technologique entre les États-Unis et la Chine.

Bien loin de ce choc de titans, des citoyens suisses résistent eux à son déploiement, menaçant de lancer un référendum comme il est possible de le faire dans ce pays connu pour son système de démocratie directe.

Tout semblait pourtant bien parti pour la 5G. En février, la Suisse franchissait une étape majeure, avec l'attribution des fréquences de téléphonie mobile à trois opérateurs (Salt, Sunrise et Swisscom), réalisant des recettes de près de 380 millions de francs suisses (350 millions d'euros).

Les principaux opérateurs de téléphonie rivalisaient alors à coups de spots TV et d'affichages dans les rues pour annoncer l'arrivée de la dernière technologie mobile dans les villes, campagnes et même dans les régions de montagne.

Au début de juillet, 334 stations émettrices pour la 5G étaient ainsi en service, selon les autorités fédérales.

Manifestation et référendum

Après un départ en fanfare, la 5G fait désormais face à une fronde grandissante, en particulier dans la région francophone de la Suisse.

Mis sous pression par des pétitions en ligne lancées bien souvent par des citoyens, plusieurs cantons ont gelé les procédures pour la construction d'antennes, au nom du principe de précaution, comme à Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Le gel ne porte toutefois que sur la construction d'antennes, car les opérateurs peuvent convertir sans autorisation une antenne 4G en 5G. Swisscom assure ainsi que d'ici à la fin de l'année, il aura couvert 90% de la population.

Les autorités fédérales craignent toutefois que la grogne anti-5G s'amplifie et ont averti que tout «moratoire» – une mesure plus radicale que le gel des permis de construire et sur laquelle certains cantons doivent se prononcer – pourrait être attaqué en justice.

Mais les opposants à la 5G ne perdent pas espoir: **une manifestation est prévue le 21 septembre devant le siège du gouvernement à Berne** et un référendum se prépare, a expliqué Coco Tache-Berther, de l'association Frequencia.

«Il y a des membres du parlement qui sont de notre côté. Et je crois que la plupart des citoyens sont avec nous», a-t-elle dit à l'AFP.

Risques pour la santé

Aux yeux des opposants à la 5G, cette technologie mobile fait peser des risques sans précédent, surtout en termes de santé et d'environnement. Ils demandent un moratoire national et le développement accru de la fibre optique.

Olivier Pahud, qui manifeste une fois par mois devant l'ONU contre la 5G, admet qu'il n'a pas encore été prouvé que le rayonnement électromagnétique provoque des cancers, mais il dit souffrir d'électro-hypersensibilité, une pathologie qui n'est pas reconnue dans tous les pays.

La très puissante Fédération suisse des médecins (FMH) plaide aussi pour la prudence, expliquant que «tant qu'il ne sera pas prouvé scientifiquement qu'une augmentation des valeurs limites de rayonnement actuelles n'a aucun impact sur la santé, il faudrait renoncer à les augmenter».

Des enquêtes

À Genève, c'est un médecin, également député cantonal du Parti démocrate-chrétien (PDC, centre), Daniel Buchs, qui mène la bataille.

«On attend une étude sérieuse, indépendante qui démontre que, oui ou non, il y a un risque de nocivité pour la population de la 5G» afin d'éviter un scandale comme ce fut le cas avec l'amiante, dit-il, soulignant que l'Organisation mondiale de la santé a lancé une étude.

À l'OMS, un porte-parole a confirmé à l'AFP que l'agence spécialisée des Nations unies «procède actuellement à une évaluation des risques sur la santé liés à l'exposition aux champs de radiofréquence».

À Berne, un groupe d'experts mandaté par le gouvernement enquête aussi.

Son rapport, portant notamment sur «les risques en matière de rayonnement à court et à moyen terme, notamment dans le cadre de l'introduction de la 5G», devait être publié avant l'été, mais il a été retardé «au vu de l'ampleur de la tâche», selon l'Office fédéral de l'Environnement.

Ce retard a provoqué la colère des anti-5G, pour qui le gouvernement pourrait avoir cédé à d'éventuelles pressions. (afp/nxp)

Source : <https://www.lematin.ch/suisse/vent-fronde-suisse-5g/story/18174279>